

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22165 - 82EME ANNÉE

Plus de demandeurs d'emploi que de salariés du privé et impact des guerres

Face à l'impasse, l'urgence d'une Conférence territoriale élargie pour construire l'avenir de La Réunion

Inscrits à France Travail par catégorie

TABLEAU 1 | Inscrits à France Travail par catégorie

La Réunion, données CVS-CJO (catégories A, B, C, D, E), données brutes (catégories F, G)

	Effectif			Évolution (en %) sur	
	2e trimestre 2025	1er trimestre 2026	2e trimestre 2026	un trimestre *	un an **
La Réunion					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	116 520	110 520	112 020	1,4	-3,9
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	15 640	15 620	16 130	3,3	3,1
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	24 050	23 870	24 250	1,6	0,8
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	156 200	150 010	152 400	1,6	-2,4
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	8 000	8 680	8 160	-6,0	2,0
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	11 740	11 390	10 620	-6,8	-9,5
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	175 940	170 080	171 170	0,6	-2,7
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)	1 347	17 882	29 764	66,4	2 109,7
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)	34 506	20 611	8 191	-60,3	-76,3
France (hors Mayotte) - En milliers					
Inscrits en catégorie A (tenus de rechercher un emploi, sans emploi)	3 222,5	3 295,1	3 323,0	0,8	3,1
Inscrits en catégorie B (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite courte)	840,2	858,3	877,8	2,3	4,5
Inscrits en catégorie C (tenus de rechercher un emploi, en activité réduite longue)	1 558,5	1 574,7	1 600,7	1,7	2,7
Ensemble des inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C)	5 621,1	5 728,0	5 801,5	1,3	3,2
Inscrits en catégorie D (sans emploi, non immédiatement disponibles, à la recherche d'un emploi)	350,9	344,5	343,8	-0,2	-2,0
Inscrits en catégorie E (pourvus d'un emploi, à la recherche d'un autre emploi)	393,1	387,9	387,2	-0,2	-1,5
Inscrits en catégories A, B, C, D, E	6 365,2	6 460,4	6 532,4	1,1	2,8
Inscrits en catégorie F (en parcours social, données brutes)	111,8	395,7	540,6	36,6	383,7
Inscrits en catégorie G (en attente d'une orientation, données brutes)	887,8	630,4	447,7	-29,0	-49,6

Les derniers chiffres de l'emploi confirment sous-développement. l'impasse dans laquelle se trouve La Réunion : plus de demandeurs d'emploi que de salariés du secteur privé, une économie toujours plus dépendante des importations et des crises internationales qui menacent les approvisionnements. Face à cette réalité, l'urgence n'est plus de gérer les conséquences d'un système à bout de souffle, mais de réunir toutes les forces vives du pays dans une Conférence territoriale afin de construire un projet réunionnais capable de sortir durablement du

La Réunion ne peut plus attendre. Les chiffres du chômage, la fragilité de son économie et les crises internationales montrent qu'il est devenu indispensable de rassembler toutes les forces vives du pays afin de bâtir un nouveau modèle de développement. Une Conférence territoriale réunionnaise pourrait ouvrir cette voie en réunissant tous ceux qui veulent sortir durablement La Réunion du sous-développement.

209000 inscrits à France Travail pour

200000 salariés

Les dernières statistiques publiées par l'Urssaf-CGSS et France Travail illustrent l'ampleur du défi. Le secteur privé compte désormais 200 020 salariés, franchissant pour la première fois le seuil des 200 000 emplois. Mais dans le même temps, plus de 209 000 Réunionnaises et Réunionnais sont inscrits à France Travail.

Autrement dit, La Réunion compte aujourd'hui plus de demandeurs d'emploi que de salariés du secteur privé. Une telle situation traduit l'échec d'un système incapable d'assurer le droit au travail à une grande partie de la population.

Les difficultés ne peuvent être imputées au prétendu « coût du travail », régulièrement invoqué par le patronat. Le salaire moyen dans le privé atteint seulement 2 487 euros par mois, soit près de 600 euros de moins qu'en France. Dans de nombreuses entreprises, les conventions collectives ne sont pas pleinement appliquées alors que l'État finance une part importante des cotisations sociales des employeurs. Malgré ces aides publiques considérables, les rémunérations restent faibles tandis que les fonctionnaires bénéficient, eux, d'une surémunération de 53 % garantie par la loi.

Impact des guerres

À cette crise structurelle s'ajoute désormais un contexte international particulièrement préoccupant. La guerre en Ukraine continue de perturber les exportations de céréales de la mer Noire. Les tensions autour de l'Iran menacent le détroit d'Ormuz, passage stratégique pour le pétrole mondial. Si les conflits s'étendent durablement à la mer Rouge et au canal de Suez, c'est toute la principale route maritime reliant l'Europe à l'océan Indien qui pourrait être déstabilisée.

Pour La Réunion, ces crises sont loin d'être théoriques. L'essentiel des produits alimentaires, les carburants, les engrais, les médicaments, les équipements médicaux, les pièces détachées ou encore les matériaux de construction arrivent par bateau depuis d'autres continents. Chaque perturbation des échanges internationaux entraîne des hausses de prix et accroît les risques de pénuries.

Cette vulnérabilité révèle les limites d'un système économique fondé depuis des décennies sur la dépendance aux importations, aux transferts publics de la France et aux décisions prises à Paris. Un système qui privilégie les circuits d'importation plutôt que la création de richesses locales, laisse se multiplier les faillites d'entreprises et condamne chaque année des milliers de jeunes au chômage ou à la précarité.

Ne pas seulement tenter de corriger le système responsable du sous-développement

Face à une telle impasse, il n'est plus temps d'ajuster un modèle qui a démontré son incapacité à assurer le développement du pays. L'urgence est d'organiser une grande concertation des Réunionnaises et des Réunionnais de bonne volonté afin de définir collectivement une autre voie.

Cette concertation pourrait prendre la forme d'une Conférence territoriale réunionnaise, ouverte à toutes les forces vives : partis politiques, organisations syndicales,

associations, élus, acteurs économiques, universitaires, chercheurs et citoyens porteurs de propositions. L'objectif serait de confronter les analyses, de débattre sans exclusive et de construire un projet partagé pour remettre en cause le système actuel.

La Conférence territoriale élargie devient une nécessité

Produire davantage à La Réunion, développer la souveraineté alimentaire, énergétique et industrielle, transformer les ressources locales, renforcer les coopérations avec les pays voisins de l'océan Indien et créer les dizaines de milliers d'emplois indispensables : ces orientations existent déjà. Il reste à les mettre en commun, à les enrichir et à les traduire en décisions. Face aux crises qui s'accumulent, une Conférence territoriale élargie aux forces vives n'est plus une option. Elle devient une nécessité pour permettre aux Réunionnais de reprendre en main leur avenir

PAYS	principes nutritifs			
	nombre de calories	glucides g/g	lipides g/g	protéides g/g
ÉTATS-UNIS	3249	57,1	15,4	27,4
France	3012	58,8	11,7	19,3
Allemagne	2967	60,6	18,6	21,4
Italie	2627	79,3	10,3	10,3
Bralie	2552	73,9	5,4	20,6
Norvège	2431	79,6	6,3	13,9
Suisse et Liban	2394	77,9	4,1	17,9
Kenya, Ouganda	2321	89,6	4,6	5,3
Afrique Occidentale Française	2293	86,6	3,7	10,4
Belgique	2268	92,9	1,8	8,2
Israël	2199	87,4	6,4	6,6
Égypte	2127	82,4	8,6	8,8
Indonésie	2040	95,0	2,9	1,9
Israël	2021	86,9	3,5	9,5
Inde	1966	84,4	1,7	18,7
Iran	1962	84,7	1,4	13,7
Iran	1904	90,3	3,7	5,8
Corée	1900	79,0	9,0	12,0

et ne pas redevenir les habitants d'un des pays les plus pauvres du monde miné par la malnutrition, la violence et la corruption, comme l'était La Réunion avant la création du Parti communiste réunionnais.

M.M.

Le solaire : des pays moins ensoleillés montrent la voie, pourquoi pas La Réunion ?

Alors que La Réunion bénéficie d'un des meilleurs ensoleillements, le solaire y demeure sous-exploité, malgré les 100000 chauffe-eau solaires installés quand Paul Vergès présidait la Région Réunion. Pendant que des pays bien moins favorisés par le soleil développent massivement cette technologie pour produire l'énergie via la chaleur, notre île continue de dépendre d'énergies importées. Cela illustre une nouvelle fois les limites d'un modèle énergétique décidé loin des intérêts des Réunionnais.

La crise provoquée par la guerre au Moyen-Orient et les tensions autour du détroit d'Ormuz ont rappelé une évidence : la dépendance aux énergies fossiles constitue une menace pour les pays insulaires comme La Réunion. Face à cette situation, l'État français met désormais en avant la « souveraineté énergétique » en accélérant l'électrification des usages, notamment grâce aux pompes à chaleur.

Cette orientation présente des avantages, mais elle ne doit pas conduire à ignorer une technologie beaucoup plus simple et particulièrement adaptée aux régions fortement ensoleillées : le solaire thermique.

Une technologie éprouvée

À la différence du photovoltaïque, qui transforme la lumière en électricité, le solaire thermique utilise directement la chaleur du soleil pour produire de l'eau chaude. Son principe est simple : des capteurs, un ballon de stockage, une pompe et quelques équipements suffisent pour couvrir une grande partie des besoins d'un foyer.

En France, cette technologie permet déjà de fournir entre 65 % et 85 % de l'eau chaude sanitaire selon les régions. Même à Lille, où le soleil est bien moins généreux qu'à La Réunion, un chauffe-eau solaire couvre près des deux tiers des besoins annuels.

Des pays moins ensoleillés donnent l'exemple

Le contraste est frappant. L'Autriche, dont l'ensoleillement est inférieur de très loin de celui de La Réunion, a fait du solaire thermique un pilier de sa politique énergétique. Plus d'un quart des foyers en sont équipés.

L'Allemagne et le Danemark développent également cette filière pour alimenter des réseaux de chaleur, des équipements publics et des installations industrielles. Leur objectif est clair : réduire les importations d'énergie, stabiliser les coûts et diminuer les émissions de gaz à effet de serre.

Ces exemples démontrent qu'une politique volontariste peut faire émerger une filière industrielle performante, même sous des climats beaucoup moins favorables que celui de notre île.

La Réunion possède tous les atouts

Avec son fort ensoleillement tout au long de l'année, La Réunion dispose d'un potentiel exceptionnel. Produire l'eau chaude grâce au soleil permettrait de réduire immédiatement la consommation d'électricité, de limiter les importations d'énergies fossiles et d'alléger les factures des familles.

Cette technologie présente également un autre avantage : sa fabrication et son installation peuvent être largement réalisées localement, créant des emplois qualifiés et un savoir-faire réunionnais, au lieu de renforcer la dépendance à des équipements importés.

Choisir les solutions adaptées au pays

Depuis des décennies, les décisions énergétiques concernant La Réunion privilégient des choix conçus à Paris, souvent sans tenir suffisamment compte des réalités locales. Pourtant, la meilleure énergie est celle qui utilise les ressources disponibles sur place.

Le solaire en est une illustration. Pendant que des pays moins ensoleillés démontrent son efficacité, La Réunion continue de sous-exploiter une richesse naturelle présente chaque jour au-dessus de nos têtes.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergès ; 1957 - 1964 : Paul Vergès ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud ; 2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau ; 2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Mi yèm bien lo pèp Rényoné koméla. Mi panss li la shanjé !

Mézami souvan défoi kan mwin lé an parmi l'moune mi poz amwin késtyon. Mi domann amwin si mi rapèl koman lo moune lété néna in bonpé d'tan. Mi domann, dann mon kèr, si l'moune la shanjé sansa la pa shanjé.

Kan mi antan dmoune apré lir in tèks an piblik sansa si l'moune l'apré kozé, shanté, rakont zistoir si kékshoz konmsa lété possib fitintan kan mwin lété jenn marmaye é mi panss dann tan kékshoz konmsa noré té difissil a fèr.

Biensir pou rakont zistoir l'avé bann rakontèr d'zistoir é dizon sa téi mank pa : zistoir Pti Zan langouti rouz, zistoir lyèv avèk torti épi d'ot ankòr. Biensir demoune téi fé diskour dan la politik si l'avé inn k'i koz lé zot téi koz pa tro... Pou mwin l'avé bonpé d'moune té kantoné dann silanss.

Mwin la fine rakont azot listoir in madam apré ékout in diskour Gasparin é téi di : « Sof koué k'ti di mé k'ti koz bien ». Sa téi vé dir èl téi konpran pa granshoz, konm sirman bonpé d'moune.

Donk d'apré sak mi romark demoune la shanjé issi La Rényon é zot lé kapab manyé bann zidé, téléphone radio, koz a l'antène, krétiké si néna pou krétiké, apréssyé in n'afèr si néna pou apréssyé, dir lé bon, dir lé pa bon é sa sékéshoz mi apréssyé.

Lo pèp la shanjé é sirtou li lé kapab égzisté mèm si li lé pa dann son mond alié mi oi sa konm in bon n'afèr pou nou La Rényon é mi panss zébnérassion apré zénérasyon lo Pèp va progrésé, va avanssé, li sar pli kiltivé an zénéral é sa sé in bon pwinn pou li é sa sé in bonpwinn pou nou.

A bon antandèr salu !

Justin